

Le Premier ministre Stephen Harper signale l'engagement renouvelé du Canada dans les Amériques

17 juillet 2007
Santiago, Chili

LE DISCOURS PRONONCÉ FAIT FOI

Merci Monsieur l'Ambassadeur pour ces paroles aimables.
Bon après-midi.

Madame la Présidente Bachelet.

Chers invités.

Mesdames et Messieurs.

Permettez-moi tout d'abord de remercier James Callahan et la Chambre de commerce Chili-Canada d'animer ce déjeuner.

Et merci pour tout le travail fait par votre organisation pour favoriser le commerce, la coopération et l'amitié entre nos deux grands pays.

C'est un privilège pour moi d'être à Santiago et, plus précisément, d'être avec vous aujourd'hui pour marquer ce qui fut une réalisation majeure des relations entre nos deux pays.

Il y a dix ans ce mois-ci, l'Accord de libre échange entre nos deux pays entrait en vigueur.

Pour le Chili, ce fut le premier accord de libre échange au delà de l'Amérique du Sud. Pour le Canada, ce ne fut que notre deuxième accord au-delà de l'Amérique du Nord.

Donc, pour nos deux pays, cela a été un pas vers l'inconnu. Dix ans plus tard, nous pouvons nous féliciter de notre audace.

Pour le Canada, la signature de l'Accord de libre échange a été le fruit de deux importantes initiatives majeures prises par le gouvernement du premier ministre Mulroney.

La première a été, bien entendu, notre adhésion à l'Accord de libre échange entre le Canada et les États-Unis en 1988 et, par la suite, à l'Accord de libre échange nord américain qui, avec le Mexique, a lancé les relations commerciales officielles en Amérique latine.

La deuxième initiative a été la décision du Canada, en 1989, de se joindre à l'Organisation des États américains.

D'une certaine façon, ce fut plus qu'un point de départ. Le Canada, dont la politique étrangère reposait depuis des siècles sur des réseaux français et britanniques, se voyait comme lié à l'Europe.

Ces nouveaux développements ouvraient une nouvelle perspective – fermement ancrée dans notre géographie – selon laquelle nous faisons partie des Amériques.

Il est donc ironique que l'engagement du Canada avec ses proches voisins ait été aussi faible au cours des années qui ont suivi – l'Accord de libre échange entre nos deux pays étant une exception majeure.

Et il est particulièrement ironique que l'initiative prise il y a dix ans ait été si réussie, ouvrant la porte à l'amitié, à la prospérité, à la croissance et à la coopération entre le Canada et le Chili, et dépassant toutes nos attentes.

Le Canada jouera un rôle plus important dans les Amériques, et à long terme.

Nos objectifs sont de promouvoir nos valeurs, de renforcer nos relations commerciales et de relever les nouveaux défis liés à la sécurité.

Le nouveau gouvernement du Canada a bien fait comprendre que se réengager dans l'hémisphère est une priorité internationale.

Nous avons commencé par reprendre les négociations commerciales entre les Amériques et avec le monde entier.

Nous avons récemment entrepris des négociations avec le Pérou, la Colombie et la République dominicaine.

Et nous restons déterminés à négocier un accord avec les quatre pays d'Amérique centrale, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua.

Cela aidera à renforcer les forts liens économiques dont peu de Canadiens – et, disons-le, peu de Chiliens – sont pleinement conscients.

Les investissements étrangers directs du Canada dans les Amériques représentent aujourd'hui près de cent milliards de dollars – soit plus du double des investissements canadiens en Asie.

Et ils sont en pleine croissance, faisant du Canada le troisième plus gros investisseur en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Mais cela ne s'arrête pas là. Notre gouvernement crée aussi des partenariats sur la sécurité et le développement partout dans l'hémisphère.

Mon message aujourd'hui est donc très clair.

Le Canada s'engage à jouer un rôle accru à long terme dans les Amériques.

Trois objectifs clés sont à la base de notre engagement en Amérique :

- d'abord, renforcer et promouvoir nos valeurs fondamentales que sont la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit;
- ensuite, bâtir des économies solides et durables par le renforcement de nos liens économiques et des investissements, ainsi que par l'engagement mutuel à offrir plus de possibilités à tous les citoyens;
- enfin, relever les nouveaux défis que posent la sécurité, de même que les catastrophes naturelles et les pandémies.

Nous prenons ces mesures en sachant que les Amériques sont aujourd'hui à un point tournant.

La plupart des nations se tournent vers la réforme économique et l'ouverture politique, alors que d'autres voudraient retourner au syndrome du nationalisme économique, de l'autoritarisme politique et de la lutte des classes

Si l'on considère la région dans son ensemble, et certains pays en particulier, nous avons assisté à des développements politiques, économiques et sociaux phénoménaux au cours de la dernière génération, et le Chili en est un bel frappant.

Dans d'autres pays, cependant, nous assistons à une politique économique régressive, à de dangereux conflits politiques, à une pauvreté persistante et à une inégalité et une insécurité sociales.

Trop souvent, certaines personnes qui vivent dans cet hémisphère sont amenées à croire – si je puis dire – que les seuls choix qui s'offrent à elles sont de retourner au syndrome du nationalisme économique, de l'autoritarisme politique et de la lutte des classes, ou de devenir tout simplement « comme les États-Unis ».

Bien entendu, cela n'a aucun sens. L'existence même du Canada démontre que ce soi-disant choix est faux.

Le Canada est une société ouverte, libre et démocratique, jouissant de la plus forte économie du G8 aujourd'hui, tout en étant un pays fier et indépendant, avec son propre mode de vie.

Les structures politiques du Canada diffèrent beaucoup de celles des États-Unis. Nos valeurs culturelles et nos modèles sociaux sont fondés sur des forces uniques, et nous faisons nos propres choix politiques qui répondent à nos besoins.

Nous voulons que notre rôle au sein de l'hémisphère tienne compte de ces différences tout en défendant les valeurs économiques fondamentales nécessaires à notre progrès.

Autrement dit, un rôle qui reflète notre engagement à l'égard d'un marché ouvert et du libre échange, des valeurs démocratiques et des institutions responsables, mais aussi notre identité nationale et nos traditions que sont l'ordre et les valeurs communautaires.

Mais pour que le Canada puisse jouer ce rôle, nous avons besoin de partenaires.

Ce n'est pas dans notre histoire, ni en notre pouvoir, de conquérir ou de dominer.

Ce que nous pouvons faire est d'utiliser nos ressources et notre bonne volonté, de concert avec ceux avec qui nous avons des liens historiques et des intérêts importants, afin de bâtir un hémisphère plus démocratique, plus prospère et plus sécuritaire pour l'ensemble des citoyens.

Avec un nouveau modèle de partenariat au cœur même de l'approche du Canada envers les Amériques, nous savons que nous pouvons renforcer la coopération hémisphérique afin de soutenir la paix, la sécurité et le développement.

Pour le Canada, le moment est idéal pour bâtir un partenariat fondé sur nos relations avec le Chili et nos valeurs communes que sont la démocratie, la liberté économique et la cohésion sociale.

Le Chili et le Canada peuvent ouvrir la voie.

Nos deux pays reconnaissent que les systèmes fondés sur le marché, guidés par les bonnes décisions politiques, créent le meilleur modèle économique de croissance et de prospérité.

Nous savons que les investissements étrangers directs, la libre entreprise et la propriété privée sont source de richesse.

Un régime fiscal juste qui offre des incitatifs tout en veillant à ce que personne ne soit négligé donne aux gens la chance de réaliser leurs rêves, qu'il s'agisse d'acheter une maison, d'envoyer leurs enfants faire des études ou simplement de prendre leur retraite en toute tranquillité.

Votre pays est une preuve de ces vérités.

Le Chili a considérablement réduit la pauvreté, a déjà atteint ses objectifs du Millénaire pour le développement en ce qui a trait à la pauvreté extrême. Le Chili a réduit la pauvreté et crée une classe moyenne dynamique.

Vous avez l'un des produits intérieurs bruts par habitant les plus élevés des Amériques – nettement supérieur à la moyenne régionale – et vous formez l'un des pays les plus concurrentiels de l'hémisphère.

Et cela entraîne de meilleurs services sociaux, comme vos excellents régimes de retraite et d'assurance-santé.

En fait, la récente invitation à vous joindre à l'Organisation de coopération et de développement économiques – le premier pays sud-américain ainsi honoré – est une reconnaissance de toutes ces réalisations.

Il n'est donc guère surprenant que beaucoup voient dans le Chili un pionnier de l'Amérique latine.

Vous avez une démocratie modèle.

Vous avez une économie de marché de plus en plus diversifiée, axée sur les ressources naturelles.

Et vous voulez de plus en plus jouer un rôle de leadership dans l'hémisphère.

Comme l'a dit la présidente Bachelet : le Chili a sa propre expérience – combinant la stabilité politique, de solides politiques macroéconomiques et la cohésion sociale. Et comme elle l'a souligné, l'une ne va pas sans l'autre.

C'est la même chose pour le Canada.

Nous croyons à un Canada qui doit travailler pour tous les Canadiens.

Notre pays est civique et sécuritaire, il respecte la diversité régionale et culturelle, et il est en paix avec lui-même.

Et notre réussite et nos programmes de transferts fiscaux nous permettent d'offrir un bon système d'éducation, à tous les niveaux, un régime d'assurance maladie public et un régime de retraite pleinement financé.

Tout cela fait partie d'un modèle visant à assurer que la vie de tous les Canadiens est marquée par les possibilités. Ce sont les piliers de notre développement, de notre prospérité et de notre cohésion sociale.

Comme je le dis souvent, nous bâtissons un Canada où ce qui compte vraiment n'est pas vos relations ou vos origines, mais vos réalisations et vos objectifs.

Voilà pourquoi des générations de tous les coins du monde émigrent au Canada.

Cela comprend bien entendu des étudiants et des immigrants chiliens, qui enrichissent le Canada tout en jetant des ponts entre nos deux pays.

Bien entendu, par notre Accord de libre-échange, le Canada collabore déjà avec le Chili afin de promouvoir la croissance économique et de défendre nos intérêts communs.

Notre pays est l'un des plus gros investisseurs au Chili, avec une valeur cumulée de plus de cinq milliards de dollars.

L'année dernière, le Canada a été la principale source de nouveaux investissements dans votre pays – et il demeure le plus gros investisseur étranger dans le secteur minier.

Ce n'est pas surprenant compte tenu de notre statut de géant de l'industrie minière, mais notre participation ne s'arrête pas aux ressources naturelles.

Des entreprises canadiennes jouent aussi un rôle majeur dans des domaines qui reflètent la diversité de l'économie canadienne – par exemple les services financiers, la transmission d'électricité, l'énergie, la technologie de l'information et les télécommunications.

Nombre de ces liens commerciaux et financiers ne datent pas d'hier. Mais ils sont stimulés par le succès de l'Accord de libre-échange, qui représente les fondements du

nouveau partenariat qui renforcera ces relations.

Commençons par une coopération accrue, non seulement dans les domaines traditionnels que sont le commerce et les investissements, mais dans d'autres secteurs économiques clés.

L'énergie par exemple.

Comme de nombreux pays, le Chili doit relever un défi de taille sur le plan énergétique.

Le Canada est une superpuissance énergétique en plein essor, et est prêt à travailler avec vous pour relever ce défi.

Nos deux pays investissent dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les biocarburants, facteurs qui ont un impact sur les défis connexes liés à l'environnement et aux changements climatiques.

La science et la technologie forment un autre secteur important.

Récemment, des représentants canadiens sont venus ici à Santiago pour parler de l'importance vitale de l'innovation dans ce domaine.

C'est la source de la transformation de nos économies – des ressources au savoir ; de la technologie rudimentaire à la haute technologie – créant de nouvelles possibilités, de nouveaux emplois, de nouvelles richesses et une meilleure qualité de vie.

Voilà pourquoi l'intensification de notre coopération dans le développement scientifique et technologique fait partie de l'accord de partenariat signé plus tôt aujourd'hui.

Les services financiers sont un autre secteur économique où la coopération s'intensifie.

Notre Accord de libre-échange répondra aux besoins de nos relations commerciales toujours plus importantes.

Je suis ravi que les négociations visant à ajouter un chapitre sur les services financiers se soient conclues de façon positive, à la suite du chapitre sur l'approvisionnement du gouvernement signé l'année dernière.

Deux autres domaines sont à la base de notre partenariat modèle. La sécurité et – l'élément le plus important de toute relation solide – les gens.

En ce qui a trait à la sécurité, le Chili et le Canada prennent part ensemble aux opérations de paix en Haïti.

Comme l'a dit l'an dernier le représentant chilien au Conseil de sécurité des Nations Unies, nous reconnaissons que la communauté internationale doit considérer les défis, les rêves et les espoirs des neuf millions de Haïtiens qui veulent vivre dans la dignité et la liberté.

Nous sommes avec vous afin de déployer les efforts nécessaires à l'atteinte de ces objectifs.

Depuis quelques années, le Chili a une présence militaire dans le cadre de la mission de stabilisation de l'ONU en Haïti, et nous applaudissons la récente décision du Sénat de prolonger cette présence de douze mois.

Votre organisme de coopération est très actif au Cap Haïtien, et des bénévoles chiliens sont sur place pour améliorer la situation.

Tout comme le Canada, vous insistez sur l'importance de la formation adéquate et efficace des forces policières.

Nos deux pays savent que Haïti doit bâtir des institutions comme la police, procéder à la réforme judiciaire et la relance économique et sociale, les fondations d'une démocratie durable.

Mais Haïti symbolise autre chose.

C'est un test pour les Amériques ; un test de notre capacité en tant que voisins et amis de réaliser une entreprise commune.

Notre réussite en Haïti dépendra de l'ampleur de notre engagement ; nous devons montrer à la population haïtienne que nous disons vrai quand nous parlons de travailler fort pour améliorer leurs conditions de vie, de façon réelle et durable.

Le soutien de la démocratie et de la primauté du droit est essentiel au développement des Amériques. Mais il est tout aussi important de donner suite au défi posé par la sécurité dans la région – le crime, le trafic illégal, les pandémies et les catastrophes naturelles.

Nous et nos partenaires avons un intérêt commun ici – et je sais que le Chili et le Canada vont collaborer étroitement sur ces questions vitales pour la sécurité.

Mesdames et Messieurs, je vois que le Chili est déterminé à être un pays où chacun peut créer des richesses, soutenir la liberté et profiter d'une meilleure qualité de vie.

En même temps, c'est un pays déterminé à assurer l'égalité des chances, à protéger les plus faibles et à s'occuper de ceux qui ne peuvent profiter des chances offertes aux autres.

Le Canada comprend très bien cette aspiration. En fait, nous voulons en faire partie.

Voilà pourquoi j'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui que nous sommes ici pour longtemps – en tant que gens partageant des valeurs politiques communes, en tant que partenaires économiques et commerciaux, en tant que voisins.

Merci beaucoup.